



Prise de parole 1^{er} Mai 2018

Chers Camarades, chers Amis,

En cette Journée internationale des Travailleurs, les **travailleurs palestiniens** célèbrent ce 1^{er} mai dans une nouvelle démonstration de résistance. A travers une Marche du Retour débutée le 30 mars, ils réaffirment leur unité, leur refus de vivre dans ce camp de concentration qu'est la Bande de Gaza et leur droit à retourner dans leurs foyers dont ils ont été chassés en 1948, droit inscrit dans la résolution 194 de l'ONU.

La répression par l'armée israélienne a déjà fait plus de 45 morts et plus de 1500 blessés, Israël tirant à bout portant et à armes réelles sur les manifestants dont les seules armes sont des drapeaux palestiniens, des pneus, des pierres.

Quel autre choix ont-ils, ces Palestiniens à qui l'on refuse un Etat ? C'est toute leur vie qui est dépendante de l'occupation, Israël contrôlant toutes les "frontières" qui a lui-même définies.

A Gaza sous blocus depuis 2007, 60 % de la population manquent de nourriture et 80 % dépendent de l'aide humanitaire. Le chômage y atteint 42 %.

En Cisjordanie, à Jérusalem, la colonisation n'a jamais été aussi galopante. Le chômage dépasse les 15 %. Postes de contrôles et barrages rendent aléatoire l'accès au travail, à l'école, aux soins. De plus, l'Autorité palestinienne déploie les mêmes mesures libérales que chez nous : restriction du droit syndical, simplification des licenciements, privatisation des retraites et de l'assurance maladie.

Les Palestiniens qui travaillent dans les colonies ou en Israël le font souvent sans permis. Ils forment alors une main d'œuvre sous-payée, cantonnée dans les plus durs et plus dangereux travaux. Les syndicats palestiniens n'y ont évidemment pas leur place.

Comme le dénonce les syndicats palestiniens, l'occupation israélienne rend impossible le développement de l'économie palestinienne non seulement en interdisant tout développement propre, mais en volant la terre, l'eau et les ressources palestiniennes. Tout cela au mépris du droit international et du droit humanitaire.

Au lendemain de l'agression militaire des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France contre la Syrie au prétexte de l'usage d'armes chimiques et en violation de ce même droit international, il est urgent de souligner combien cette **notion de violation du droit international est à géométrie variable** selon qu'elle s'applique à des pays "amis" ou à des pays qui ont décidé de ne pas se plier aux diktats occidentaux. Jugeons plutôt :

Donald Trump annonce qu'il va transférer son ambassade à Jérusalem et reconnaître cette ville capitale de l'État sioniste. C'est contraire au droit international. Sanctions ? Non.

Les colonies israéliennes se multiplient en Cisjordanie. C'est contraire au droit international. Sanctions ? Non.

Le blocus de Gaza emprisonne, affame et tue. C'est contraire au droit international. Sanctions ? Non.

Construire un mur sur des territoires annexés, déplacer des populations occupées, c'est contraire au droit international. Des sanctions ? Non.

La détention administrative sans inculpation ni procès, l'emploi de la torture, c'est contraire au droit international. Des sanctions ? Non.

Refuser les commissions d'enquête sur les massacres, ou faire taire les rapporteurs qui ont osé documenter ces massacres, empêcher les émissaires de l'ONU d'entrer en Palestine, c'est contraire au droit international. Des sanctions ? Non.

La politique belliciste de l'Occident en mal d'hégémonie pourrait tout ce qu'elle touche. Elle brandit les droits de l'homme, mais c'est pour soutenir les terroristes. Elle chante les louanges du droit international, mais c'est pour mieux l'anéantir. Elle parle de démocratie, mais elle la viole à domicile tout en déniait aux autres nations le droit à l'autodétermination. Les veto russe et chinois sont dits *scandaleux* quand ils protègent le Proche-Orient contre les faucons étatsuniens mais le veto américain est tout naturel quand il protège le boucher Netanyahu d'une condamnation de la *communauté internationale*. Quand le Président Macron annonce qu'il va "punir" le président syrien lors d'une conférence avec le prince d'Arabie saoudite dont les mains baignent dans le sang, ce serait à mourir de rire si ce n'était tragique.

Alors, en ce 1^{er} mai 2018, 70 ans après la création de l'Etat sioniste d'Israël par et sur l'expulsion forcée de 700 000 Palestiniens en 1948, un siècle après les Accords Sykes-Picot qui découpèrent l'Empire ottoman entre puissances coloniales britannique et française dont les conséquences ne sont pas étrangères au chaos actuel au Proche Orient, il y a urgence à s'unir, associations, syndicats, partis, dans un rassemblement offensif contre les fauteurs de guerre.

Car **c'est la même guerre qui se mène ici et là-bas**. Ce sont les mêmes multinationales qui dressent les travailleurs et les peuples les uns contre les autres et tentent de nous diviser pour nous affaiblir.

"Nous, peuples des Nations Unies", faisons vivre les principes de la Charte de l'ONU.

Refusons toute intervention étrangère à l'encontre de nations souveraines.

Soutenons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Pesons sur le gouvernement français pour qu'il cesse de s'aligner sur les Etats-Unis et retrouve la voie de son indépendance nationale.

Vive la Palestine et la Résistance palestinienne !

Liberté pour tous les prisonniers politiques palestiniens !

Boycott Israël ! Vive la solidarité internationale !